

ÉDITORIAL

Par
LAUREN PROVOST

Partage

On réclamait la politisation de la canicule. On l'a obtenue. Il aura fallu deux mois de vagues de chaleur records et des dizaines de milliers d'hectares partis en fumée pour que le climat cesse d'être un sujet annexe. En cette rentrée, l'écologie est partout. Raphaël Glucksmann se rêve «président de la transition écologique». Bruno Retailleau, toujours contre l'écologie «punitive», ose désormais celle «de l'adaptation», nucléaire compris. Jean-Luc Mélenchon veut un «Etat écologique» et des «écotaxions» calquées sur les grands bassins versants des fleuves. Quand Gabriel Attal promet la plus grande chasse au «gâchis d'eau» jamais menée. Car voilà, après la guerre du feu, bienvenue dans la «guerre de l'eau». L'expression s'impose comme une évidence pour commenter les empoignades autour de cette ressource vitale que la sécheresse transforme en enjeu de pouvoir. Stockage, réutilisation des eaux usées, desalination, ministère dédié... Un bloc qui va de la macronie au RN, fracturé sur à peu près tout, s'entend sur une chose : il est urgent d'augmenter la quantité d'eau disponible.

Pour ne surtout pas avoir à la répartir. A gauche, on refuse les mégabassines sans dire davantage qui devra réduire ses prélèvements. La sobriété fabrique des mécontents immédiats. Depuis la crise des gilets jaunes, nos politiques le savent. Mais par pitié ne tombons pas dans le piège d'une «guerre de l'eau». Le sujet est taillé pour la bagarre. Mais la bagarre est la dernière chose dont nous avons besoin. Comme le rappelle, dans *Libération*, l'hydroclimatologue Florence Habets, parler de «guerre» fige des camps et désigne des adversaires. Quand la ressource manque, il faut au contraire décider qui doit en bénéficier. Les agriculteurs, les campings, les data centers, les robinets ? Depuis 1964, la France gère sa ressource par la concertation entre agriculteurs, industriels, élus, associations. C'est ce modèle que la loi d'urgence agricole vient de fissurer en autorisant le doublement du stockage agricole d'ici à 2035 et en allégeant les procédures de construction des retenues. L'eau va manquer, durablement. La campagne battra son plein en hiver, quand cet été cataclysmique nous semblera lointain. C'est maintenant, pendant que les sols sont encore craquelés, qu'il faut établir des règles de partage, réduire les usages où ils sont absurdes, et tout faire pour garder l'eau dans des sols vivants plutôt que dans des retenues qui s'évaporent quand on en a le plus besoin. Débattre. Sans se battre. ◆

Par
LILIAN ALEMAGNA
et ENZO MAGNY

Et si l'écologie s'immisçait pour de bon dans la campagne présidentielle ? L'été caniculaire, l'«impréparation» de l'Etat face au réchauffement climatique fustigée par la gauche, les cours d'eau et les fleuves à sec ont fait remonter la question environnementale au classement des priorités politiques. Certes, le premier tour est encore loin (dans moins de huit mois), et la campagne officielle se déroulera dans des saisons (hiver, printemps...) où le thermomètre et la météo feront sûrement oublier les records de température de juillet et août. Mais là où, d'ordinaire, l'été politique est surtout rythmé par des responsables politiques de droite et d'extrême droite dénonçant le burkini, ou s'accrochant au moindre faits divers pour exister sur des chaînes d'info en mal de sujets, cette saison a mis à la une la question de l'adaptation des logements aux chaleurs intenses, des moyens à disposition de la Sécurité civile ou encore des solutions pour lutter contre la sécheresse. La guerre de l'eau est donc devenue politique. Et le gouvernement accepte volontiers la bataille. A peine la loi d'urgence agricole validée – en très grande partie – par le Conseil constitutionnel mi-août, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, est sortie de ses congés pour appeler, le 18 août sur France Info, à mettre en œuvre «au plus vite» l'une des mesures phares de cette loi : les simplifications accordées pour la construction de mégabassines, ces énormes retenues d'eau privées récla-

2027 La lutte contre la sécheresse irrigue la campagne

ANALYSE

Alors que de nombreuses régions de France ont été ravagées par des feux, que la canicule a sévi à plusieurs reprises, que les sols sont arides, la gestion de l'eau préoccupe le gouvernement et les candidats à la présidentielle. Et pas qu'à gauche.

En Vendée, on change les eaux usées en eau potable

Aux Sables-d'Olonne, un procédé industriel expérimental élimine résidus de médicaments, pesticides et bactéries. Un projet prometteur mais dont les impacts potentiels sur le milieu naturel interrogent.

Au bout d'une impasse, en pleine zone industrielle des Sables-d'Olonne (Vendée), loin des images de carte postale de la promenade du front de mer, se dresse une intrigante installation neuve. Derrière un portail, une imposante tuyauterie émet un bruit sourd de pompage et d'écoulement. C'est ici, dans cette usine d'affinage, que se joue une partie de l'avenir local de l'eau potable. Depuis mars 2025, le groupe Veolia et Vendée Eau, le syndicat mixte départemental qui organise le service public de l'eau potable (production et distribution), maître d'ouvrage du site, y expérimentent la réutilisation des eaux usées. Dans le jargon du secteur, on dit Reut, pour «réutilisation des eaux usées traitées».

L'objectif : permettre au précieux liquide, après sa sortie de la station d'épuration, d'être réintégré dans le circuit d'eau potable. En clair, réussir à faire parvenir jusqu'aux robinets des Sablais une eau ayant transité... par

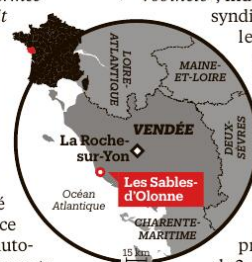
leurs toilettes. Un pari audacieux qui pourrait s'avérer nécessaire dans un contexte de crise climatique et de sécheresses extrêmes, appelées à se multiplier. Le programme vendéen a été baptisé «Jourdain» en référence au fleuve du Moyen-Orient – dont la ressource s'amenuise et qui traverse notamment Israël, un champion mondial de la Reut –, mais aussi au M. Jourdain de Molière, connu pour s'exprimer en prose sans le savoir : «De nombreux cours d'eau reçoivent des rejets de stations d'épuration et cette eau, en aval, est transformée

en eau potable. On fait donc tous, déjà, de la réutilisation des eaux usées sans le savoir», raconte Veolia sur son site. L'idée, ici, étant de «reproduire ce cycle de l'eau de manière planifiée, supervisée», en créant un procédé industriel spécifique, ce qui n'est pas encore autorisé en France pour l'eau potable, alors qu'il est déjà possible de réutiliser les eaux usées traitées pour l'irrigation agricole ou le nettoyage de rues. Le projet Jourdain, présenté comme une première en France, est en phase d'expérimentation. Pour voir le jour, il a nécessité une autorisation spécifique de l'Etat. Les résultats de ce test grandeur nature, attendus pour 2028, sont suivis de près par les pou-

voirs publics. Dans son plan eau lancé en 2023, le gouvernement a fixé un objectif de 10 % de Reut d'ici 2030. Aujourd'hui, moins de 1 % des eaux sont réutilisées en France – contre, par exemple, près de 10 % en Italie, 15 % en Espagne ou 90 % en Israël. Vendée Eau produit cette année un peu plus de 3 000 m³ par jour à partir des eaux usées des Sables-d'Olonne. Un apport qui contribue à environ 7 % de la production journalière d'eau potable de l'usine du Jaunay. «Une part infime se retrouve aujourd'hui dans les robinets», indique le président du

syndicat mixte, Jacky Dallet. Au terme de la phase test, l'ambition est de porter à 20 % la part de la Reut dans la production de l'usine du Jaunay, l'un des 17 ouvrages de potabilisation du département. Cela représente un volume de 2 millions de m³ par an,

soit l'équivalent de la consommation d'environ 60 000 personnes. «D'ici 2050, nous prévoyons sur la frange littorale de Vendée un déficit de 8 millions de m³ d'eau potable lors des années sèches, il faut donc penser à des solutions comme la Reut», expose Elisabeth Macé, chargée de mission à Vendée Eau. Sur ce territoire, en raison de la géologie **Suite page 4**



Des militants écologistes traversent à pied la rivière Clain, près de Poitiers (Vienne), en juillet 2025, pour montrer l'impact du changement climatique.

PHOTO J.-F. FORT HANS LUCAS

mées par la FNSEA mais contre lesquelles se battent les associations environnementales et plusieurs partis de gauche. «On substitue à l'eau prélevée en été, quand elle manque, l'eau stockée en hiver, là où elle abonde», a martelé Genevard, mettant en avant un «bon sens» contesté par certains spécialistes. Concrètement, la loi d'urgence agricole permet de doubler les volumes de stockage d'eau pour les usages agricoles d'ici à 2035 et prévoit une simplification de la construction de plans d'eau de moins d'un hectare en zones humides et de retenues collinaires – barrages dans un fond de vallée, stockant l'eau de surface – de moins de trois hectares. «La réalité nous le démontre : il va devenir politiquement difficile de s'opposer au stockage après cet été», a martelé Genevard dans l'Opinion le même jour que son passage sur France Info.

LA «CHASSE AU GÂCHIS» DE GABRIEL ATTAL

Quelques jours plus tôt, c'est son ancien chef à LR, Bruno Retailleau, qui avait interrompu ses vacances pour livrer, dans la Tribune dimanche, un nouveau réquisitoire contre les écologistes. «S'adapter, c'est stocker l'eau l'hiver, quand elle est abondante, pour irriguer nos champs pendant l'été», avait écrit le candidat à la présidentielle, «propos[ant] que les retenues d'eau soient déclarées projets d'intérêt public majeur, que nous réutilisions massivement les eaux usées au lieu de les jeter à la mer, et que nos agriculteurs puissent avoir accès à des semences qui résistent à la sécheresse.» «C'est du dogmatisme, rétorque Jean-Claude Raux, député écologiste de Loire-Atlantique.

L'eau, les incendies, la climatisation... tout est de la faute des écologistes.» «Quand Bruno Retailleau demande de stocker l'eau l'hiver, mais comment il le remplit s'il ne pleut pas ? Et comment lutte-t-il contre l'évaporation ? C'est du délire, dénonce son collègue du même groupe Benoît Biteau, député et agriculteur en Charente-Maritime. Ceux qui proposent ce type de solutions n'ont rien compris au système : seulement 6 % d'agriculteurs ont accès à l'eau d'irrigation via des mégabassines. Et pour les autres ? Comment fait-on ?»

Plutôt que de construire des mégabassines avec un fort impact sur la nature et un «accaparement» de l'eau par certains agriculteurs, les verts plaident, eux, pour un meilleur recueil de l'eau, avec la création de zones spéciales, plus petites. «La priorité est avant tout de reconstruire le grand cycle de l'eau, en replantant des arbres, des haies, remeandrant les cours d'eau, recréer des zones humides... explique Biteau. Avec le dérèglement climatique, les épisodes pluvieux sont plus nombreux. Nous avons besoin d'accueillir l'eau en excès. Il faut créer des zones naturelles sur le territoire dédiées à la conservation de la pluie plutôt que de renvoyer l'eau plus vite à la mer.» «Personne ne peut s'accaparer l'eau», abonde Hervé Gillé, sénateur PS de Gironde qui a notamment appelé cet été, dans une vidéo, à «trouver les moyens de financer cette politique de prévention et protection contre les inondations» via une proposition de loi.

Et même si la droite et le centre tentent de les rendre «responsables» du retard français en matière d'adaptation au changement climatique, on se félicite chez les écologistes qu'un

sujet aussi identitaire pour eux – souvenez-vous René Dumont en 1974 et son «verre d'eau précieuse» dans son clip de campagne à la télévision – soit au centre des débats.

Habituellement réservées aux partis de gauche, la question de l'eau et sa gestion attirent désormais les autres candidats à l'élection présidentielle, à commencer par celui de Renaissance, Gabriel Attal, qui a consacré une interview dédiée au sujet à l'AFP le 9 août et un de ses déplacements de l'été, à Argeles-sur-mer (Pyrénées-Orientales). Promettant un plan «massif» s'il était élu, l'ancien Premier ministre se concentre, lui, sur la «chasse au gâchis». Une de ses mesures consisterait à réutiliser les eaux usées en s'inspirant du modèle de l'Espagne qui réemploie son eau 14 fois plus que la France. Pour cela, Attal veut «faire sauter certains freins administratifs» pour que l'autorisation de réutiliser des eaux usées devienne «automatique si les standards globaux sont respectés» et se donne pour objectif, d'ici à 2035, de «récupérer 1 000 milliards de litres d'eau, l'équivalent de 400 000 piscines olympiques». Des propos, cet été, qui ont réveillé Marine Le Pen et ravivé sa querelle numérique avec Jean-Luc Mélenchon. «L'ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron semble découvrir un scandale qui affecte la vie au quotidien des Français et particulièrement de nos compatriotes d'outre-mer qui font face à des problématiques multiples : défaillance, voire absence de réseaux d'adduction d'eau potable, vétusté des infrastructures ou encore eau contaminée», a déclaré la candidate du Rassemblement national sur X.

De son côté, le leader de La France insoumise, qui porte le sujet de l'eau dans son discours depuis quinze ans, l'a appelé à se pencher sur son «idée d'écocorégion». Lors d'une allocution devant la presse, début juillet, Mélenchon appelait à remplacer les treize régions par autant d'«écocorégions» basées sur les bassins hydrographiques. «Les bassins versants fournissent un modèle de base pour cette organisation, avait-il détaillé. Les écocorégions seront la première ligne d'alerte, de mise en œuvre et de propositions de la planification écologique. [...] Elles seront responsables de la qualité de la terre, [...] des questions qui touchent à la qualité de l'air et de la gestion des forêts.»

LE DESSELEMENT DE L'EAU DE MER

Gabriel Attal ne compte pas «laisser ce sujet» de l'eau «à la gauche et l'extrême gauche» car, selon lui, «ils veulent en faire un objet de décroissance et d'idéologie». «Je veux en faire un outil de progrès et d'écologie», a-t-il insisté. Des «propositions intéressantes», lui a répondu la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, le 16 août, dans Libération. Elle mettait tout de même en garde ceux qui n'ont qu'une «approche technologique de la question environnementale». Au sein de son ministère, on se montre en revanche intéressé par le dessalement de l'eau de mer. «Il faut commencer à poser les termes du problème, explique-t-on. Réfléchir aux technologies, à quel type de dessalement, pour quelles situations.» Construire de nouvelles usines en bord de mer ? De quoi ouvrir un autre front avec les écologistes dans cette bataille de l'eau. **◆**



Aux Sables-d'Olonne (Vendée), le 7 août. La zone de transition végétalisée permet la reminéralisation de l'eau.



L'usine d'affinage des eaux usées, au cœur du projet

Suite de la page 3 locale, seule 6 % de l'eau potable est issue des nappes souterraines et 94 % provient des eaux de surface : elle est captée dans les rivières et stockée dans 13 barrages, des réserves particulièrement vulnérables en période de sécheresse.

Cet été, les tensions, destinées à s'aggraver à l'avenir, sont déjà palpables. Depuis le 10 juillet, la Vendée est placée en « alerte renforcée » pour l'eau potable. Une situation d'autant plus préoccupante que la population explose en été sur son littoral – selon l'Insee, le département est champion de France du camping, avec 310 établissements. « Les pics de consommation d'eau peuvent atteindre plus de 200 000 m³ certains jours en juillet et août contre 120 000 m³ en moyenne durant l'hiver », explique Elisabeth Macé.

UNE CASCADE DE FILTRATIONS

Comment fonctionne précisément le programme Jourdain ? Avant de redevenir consommables, les eaux usées suivent un parcours long et méticuleux. A la sortie de la station d'épuration des Sables-d'Olonne, une partie des eaux usées traitées – 150 m³ par heure, le reste étant rejeté dans l'océan – est acheminée vers l'usine d'affinage. Là, elles subissent une cascade de filtrations destinées à éliminer résidus de médicaments, pesticides et bactéries. « Nous sommes sur le littoral, nous devons donc aussi désaliniser l'eau », ajoute Elisabeth Macé.

Elle désigne un long réservoir blanc sous pression nommé « Barrel », capable de filtrer l'eau à travers des pores minuscules, 2 millions de fois plus fins qu'un cheveu. « En fin de processus, l'eau est rejetée dans la retenue naturelle du Jaunay, avant d'être reprise par l'usine de potabili-

sation attenante, explicite-t-elle. L'idée, c'est de préserver les poissons d'eau douce de cette retenue. On ne veut pas d'impact négatif sur le milieu. » Après son passage dans l'usine d'affinage, l'eau est si pure (il lui manque notamment des minéraux) qu'elle représente un risque pour les milieux aquatiques en cas de rejet direct dans la nature.

Le syndicat mixte a alors imaginé une zone de transition végétalisée (ZTV), pensée pour « recréer le cycle biologique de l'eau », précise Elisabeth Macé. Pour la trouver, il faut s'enfoncer dans le bocage vendéen, à 25 kilomètres des Sables-d'Olonne, au milieu d'une végétation rousse par la sécheresse. Le trajet dure une trentaine de minutes en voiture mais le liquide, lui, met environ quarante-huit heures pour parcourir la même distance à travers les canalisations – une durée que les équipes du projet entendent réduire avec la mise en service complète des installations prévue en 2028.

Une fois dans cette zone végétalisée, un parcours d'une journée entière attend l'eau pour qu'elle se réoxygène et se reminéralise, avant d'être déversée dans le lac du Jaunay. Le liquide arrive dans deux bassins de 1000 m³ recouverts de calcaire, minéral riche en calcium et magnésium. La pente naturelle du terrain permet une circulation dans différents bassins, notamment trois noues artificielles, des petits fossés où l'eau entre en contact avec les roches et les racines, provoquant des échanges de minéraux.

Le bruit des grenouilles qui plongent à travers les nénuphars accompagne la visite du site, des sauterelles sautent entre les jambes dans les herbes sèches du chemin. Mais sur les abords des bassins, la présence d'une bache plastique mal recouverte par les pierres trahit l'artificia-

lité de la zone de transition végétalisée. Le sujet est épineux : sollicitée en 2024 pour émettre un avis sur le projet Jourdain, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) s'était « inquiétée » des quantités de ces bâches pour étanchéifier la zone, « dans un contexte de pollution croissante de nos environnements par les plastiques ». « Ces recommandations sont légitimes, mais l'eau n'est pas en contact avec la bache, elle est recouverte par des pierres, soutient la chargée de mission. D'autant qu'une fuite d'eau pourrait mettre à mal nos résultats scientifiques. »

DES RÉSULTATS PAS SIMPLES À ANALYSER

Conscient des risques de détérioration du milieu naturel, Vendée Eau assure réaliser des analyses à chaque étape du cycle. Un programme qui coûte 300 000 euros par an. Pour évaluer les conséquences sur les écosystèmes et la pertinence des choix opérés durant la phase d'expérimentation, le syndicat s'appuie sur un comité de scientifiques et d'experts (Cose). Pour l'heure, aucun signal préoccupant n'a été relevé, mais « les résultats ne sont pas simples à analyser, puisque les milieux naturels sont complexes », admet son président, Etienne Paul, également enseignant-chercheur à l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse.

Au départ, le programme Jourdain a suscité des inquiétudes dans la région. Dans le village de la Baudrière, au bord du lac de Jaunay, le président de l'association de pêche, Pierre-Marie Ferré, se rappelle avoir été « très inquiet, notamment pour les poissons et la qualité de l'eau ». Après avoir assisté à plusieurs réunions depuis trois ans, il se dit « très

conflant ». Installé à une table de pique-nique, près d'un passage prisé des touristes à vélos, il raconte avoir déjà observé de premiers changements sur la qualité de la retenue du Jaunay, notamment grâce au nouvel apport d'eau qui réduit la stagnation du lac et limite l'excès de nutriments. « Cela fait bien longtemps que nous n'avons pas eu de cyanobactéries [présentant un risque pour la santé des humains et des animaux, ndlr], alors que l'on vit un été très chaud qui devrait favoriser leur prolifération. » Elisabeth Macé dresse le même constat, même s'il est encore trop tôt pour établir un lien de causalité entre le projet et l'absence de ces bactéries.

« Le programme ne peut faire que du bien à la retenue, veut croire le pêcheur, qui connaît le lieu depuis l'enfance, bien avant la création du barrage en 1977. Le lac est en mauvais état, il est même interdit de s'y baigner. » Six campings bordent ses rives et, à 2 kilomètres, se situe une carrière de sable et de gravier, dont les rejets acides dans le ruisseau de l'Edmondière, affluent de la retenue, ont été officiellement constatés il y a deux ans. Certains sont moins rassurés que Pierre-Marie Ferré. C'est le cas de Rémi Lombard-Latune, membre du

Cose et ingénieur de recherche à l'Inrae, qui estime que le projet vise surtout à « maintenir l'activité humaine, plutôt que de vraiment aider le milieu ». Ce dernier questionne la pertinence du processus de traitement qui n'aurait « pas de sens », selon lui, car « l'eau est déminéralisée pour ensuite être reminéralisée à cause de son trop-plein de pureté ».

« PAS UNE SOLUTION MIRACLE »

Sans oublier la consommation électrique, trois à quatre fois supérieure à une usine classique de potabilisation de l'eau. L'ingénieur s'interroge aussi sur le coût financier du dispositif qui est important : le liquide sortant de l'unité d'affinage, puis remis dans le circuit potable, coûte 2,20 euros par m³, soit 1,35 euro de plus que celle issue de l'usine de potabilisation de Jaunay. Le montant du programme s'élève à 24,8 millions d'euros, financé pour moitié par l'abonnement des usagers de Vendée Eau.

Jourdain est suivi de près par les « territoires littoraux comme la Corse, Saint-Malo ou les outre-mer », assure le président de Vendée Eau. L'idée, pour le syndicat, est de démontrer que le processus est duplicable. Toutefois, si la Reut fait partie des solutions pour faire face à la raréfaction de l'eau potable, elle ne pourra pas pallier toutes les tensions sur la ressource, rappelle Régis Taisne, chef du département cycle de l'eau à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies. « Ce n'est pas une solution miracle, conclut-il. Cela ne va pas permettre de s'abstenir de faire des efforts pour économiser l'eau. »

CHARLY BLANCHOT
(aux Sables-d'Olonnes)

Photos **MAYLIS ROLLAND**,
HANS LUCAS

Le projet vise surtout à « maintenir l'activité humaine, plutôt que de vraiment aider le milieu »

Rémi Lombard-Latune
ingénieur de recherche



«Jourdain», unique en France.



Un technicien de Veolia analyse des prélèvements d'eau en laboratoire.

«La sobriété et la répartition équitable de l'eau sont le seul chemin»

L'hydroclimatologue Florence Habets estime que les solutions technologiques pour lutter contre la sécheresse ne feront qu'augmenter la consommation d'eau. Elle insiste sur la nécessité de retrouver des sols en bonne santé.

Alimentée par un déficit de pluie historique et plusieurs vagues de chaleur, la sécheresse frappe tout l'Hexagone à un niveau jamais observé, pointait Météo France le 18 août. Les coupures d'eau touchent près d'une centaine de communes, tandis que les rendements agricoles chutent. Face à une situation inédite, les tensions autour de l'or bleu s'amplifient, menant à des conflits d'usage. Florence Habets, hydroclimatologue, directrice de recherche au CNRS et professeure rattachée au Laboratoire de géologie de l'Ecole normale supérieure de Paris, appelle à une profonde refondation démocratique de la gestion de l'eau, fustigeant la fuite en avant technologique.

Quel regard portez-vous sur la gestion de l'eau actuelle ?

La situation est alarmante. Nous assistons à une destruction de la politique de l'eau gérée comme un bien commun, construite dans nos lois depuis 1964. Celle-ci associait l'ensemble des acteurs – citoyens, monde économique, représentants agricoles et défenseurs de la nature, qui ont tous besoin d'une eau de qualité – afin de résoudre collectivement les conflits d'usage. Avec la loi d'urgence agricole – promulguée le 18 août, qui contient notamment l'objectif de doubler le stockage d'eau agricole d'ici à 2035 –, ce modèle est démantelé.

Vous récusez l'expression «guerre de l'eau». Pourquoi ?

Par définition, l'eau suscite des conflits d'usage, car c'est un bien commun indispensable à toute forme de vie. Mais parler de «guerre», c'est figer un affrontement entre des camps opposés qui ne se parlent plus. Ce vocabulaire est commode pour ceux qui refusent la concertation. Sous la pression d'un syndicat hégémonique, la FNSEA, le gouvernement donne la priorité à une agriculture intensive – qui a recours à l'irrigation massive et aux pesticides –, au motif fallacieux de la «souveraineté alimentaire». Cette forme d'agriculture a des impacts forts sur les milieux et sur l'eau, en quantité et en qualité. Elle nuit aussi à d'autres pratiques, comme l'agroécologie, plus résiliente face au changement climatique.

Candidat LR à la présidentielle, Bruno Retailleau propose de déclarer «projets d'intérêt public majeur» les retenues de substitution, notamment les «méga-bassines». Qu'en pensez-vous ?

C'est une proposition dangereuse. Cela donnerait le droit de détruire des zones humides, pourtant essentielles et déjà bien abîmées. On privilégie une politique de l'offre au profit de certains, sans se questionner sur les usages prioritaires, qui doivent être définis au terme d'un débat de société. Sur tout, l'eau s'évapore des retenues. On connaît mal ces flux, mais ils sont certainement non négligeables. Nous estimons que sur la bassin de Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, les pertes quotidiennes, en été, correspondent aux prélèvements en eau, chaque jour, de 3000 personnes [sur la base de 150 litres prélevés par personne et par jour, dans le cadre d'un usage domestique, ndr]. Ces don-

nées sont cohérentes avec les observations que nous menons sur une bassine voisine, avec le Syndicat mixte Sèvre Vendée Autizes. Ces pertes par évaporation dépendent, entre autres, du climat et de la profondeur de la retenue. Si on extrapole nos données provisoires, l'évaporation des plans d'eau en France, en été, équivaut au prélèvement en eau potable de tout le pays sur la même période. C'est comme avec la clim, qui rafraîchit localement mais réchauffe globalement. Les retenues de surface fournissent ponctuellement de l'eau à un exploitant, mais en font perdre au territoire, au moment où l'on en a le plus besoin.

Bruno Retailleau et Gabriel Attal (candidat Renaissance) misent aussi sur la réutilisation des eaux usées traitées (Reut), peu développée en France. Est-ce pertinent ?

Généraliser la Reut est une fausse bonne idée qui évite de remettre en question notre consommation. Il serait plus bénéfique de réduire les eaux usées, par exemple en développant la séparation des urines à la source. Cela permettrait de récupérer l'azote et le phosphore pour en faire des engrais naturels, sans polluer l'eau et sans traitement énergétique. La Reut postule que «l'eau qui va à la mer est perdue». C'est ignorer que cette eau douce est essentielle aux mers déjà en surchauffe et apporte des nutriments indispensables à la vie marine. Et la Reut utilise des technologies de filtration très coûteuses avec des membranes synthétiques qui génèrent des polluants.

Et la désalinisation de l'eau de mer ?

C'est une technologie parfois nécessaire, notamment en milieu insulaire. Mais elle est très énergivore et génère des polluants, comme la saumure, ce concentré de sel extrait de l'eau.

Gabriel Attal évoque la réparation des fuites d'eau des réseaux de distribution...

C'est nécessaire car des communes peuvent

atteindre 50 % de pertes. Il est indispensable d'investir pour réparer ces réseaux. Mais c'est un travail de Sisyphe : on lutte contre les fuites en remplaçant les tuyaux et, en même temps, la politique d'interconnexion des réseaux – pour parer aux coupures d'eau locales dues à la dégradation de la qualité de l'eau, par exemple –, multiplie les kilomètres de canalisations. De quoi augmenter les risques de fuites futures.

Vous insistez sur le rôle essentiel des sols en bonne santé. Pourquoi ?

Un sol en bonne santé, riche en matière organique, est comme un grand verre capable de mieux contenir la pluie, qui sera disponible pour la végétation ou s'infiltrera pour recharger les nappes phréatiques. Les sols imperméables, artificialisés – villes et routes – sont bien sûr les pires. Les labours profonds et les remembrements des sols agricoles leur ont fait perdre leur potentiel. Comme si on avait réduit la taille du verre. Dans certaines zones, dès qu'il pleut beaucoup, le sol sature vite, l'eau ruisselle en surface, emportant la couche la plus riche et provoquant des inondations. Reconquérir des sols vivants et désimperméabiliser nos villes sont des objectifs essentiels.

Doit-on tendre vers plus de sobriété, une notion souvent perçue comme punitive ?

Avant de parler de sobriété, qui s'impose en période de crise, il faut commencer par arrêter les excès. Notre société repose sur des aberrations qui n'apportent aucune qualité de vie, comme la fast fashion ou le streaming [de grandes quantités d'eau sont nécessaires pour les data centers]. Redéfinir collectivement ce qu'est une vie de bonne qualité, axée sur les besoins réels, est un débat de société urgent. Il est temps de sortir de l'illusion de la politique de l'offre, uniquement possible quand l'eau est abondante. Continuer à laisser penser que l'eau sera disponible grâce à des technologies coûteuses conduira à augmenter la consommation et notre dépendance. Travailler sur la demande, la sobriété et la répartition équitable de l'eau est le seul chemin pour laisser un monde vivable aux générations futures.

Recueilli par **ELÉONORE DISDERO**



INTERVIEW